

Le tabou de l'île



KARINE GAGNON

Dimanche, 26 avril 2015 23:34

MISE à JOUR Lundi, 27 avril 2015 10:45

Et si je vous disais que l'île d'Orléans compte près de deux fois plus d'élus que la Ville de Québec, pour une population 71 fois moins importante?

Vous avez bien lu. Avouez que ça surprend! L'île d'Orléans compte encore 42 élus municipaux et 7 administrations, soit une par village en plus de la MRC, pour 7000 habitants.

Il y a donc sur ce territoire un élu pour 166 personnes. Si on appliquait la même proportion à Québec, qui a réduit son nombre de conseillers de 27 à 21, en 2011, on obtiendrait... plus de 3000 élus!

Un tel état de fait paraît très difficile à justifier. La tendance actuelle consiste plutôt à resserrer le nombre d'élus afin d'économiser.

Pourtant, dès l'année 2000, dans un rapport sur la réorganisation municipale dans l'agglomération de Québec, le mandataire du gouvernement concluait que le statu quo pour lequel avaient opté les municipalités de l'île était inacceptable.

«La seule solution semble être la création d'une ville unique, qui aurait le mérite de donner au gouvernement municipal de ce territoire une meilleure capacité administrative et financière, tout en préservant la communauté d'appartenance que constitue l'île d'Orléans dans son ensemble», écrivait Jean-Louis Lapointe.

Autre planète

L'île d'Orléans serait-elle une planète à part? Rassurez-vous, de nombreux résidents de l'endroit déplorent eux aussi la situation. Ainsi, une première consultation a été lancée, jeudi, afin d'inviter les gens à s'exprimer sur la question.

Le mouvement citoyen «Une île, une vision», qui en est l'instigateur, souhaite un grand nombre de répondants. On s'appuierait en effet sur ce sondage pour réclamer auprès des maires une étude de faisabilité qui permettrait d'établir avec précision les avantages et inconvénients d'une fusion.

Comme le souligne Andrée Marchand, vice-présidente du mouvement, le gouvernement provincial accorde plus de responsabilités aux municipalités. Il faut qu'on s'organise, dit cette propriétaire de l'auberge La Goéliche.

Le problème ne se situe pas tant au niveau des coûts qu'engendre un aussi grand nombre d'élus, mais plutôt dans l'incapacité d'obtenir un consensus pour des projets concernant l'ensemble de l'île.

Tuer le leadership

En d'autres termes, la multiplication des voix tue le leadership. Plusieurs projets en pâtissent, comme une piste cyclable, une numérotation civique unifiée sans laquelle règne une confusion ou l'aménagement de l'entrée de l'île.

Mais comment expliquer le statu quo qui perdure et la réticence de certains résidents envers une fusion? Le sujet a longtemps été tabou, explique le président Jacques Paradis, propriétaire du Domaine Orléans.

Des opposants s'appliquent à faire peur aux gens en faisant croire qu'ils perdront leur quiétude. Or, le but consiste plutôt à améliorer la qualité des infrastructures de l'île. Il y a certainement un potentiel extraordinaire qui dort pour ce joyau

de notre région.

Vous désirez réagir à ce texte dans nos pages Opinions?

Écrivez-nous une courte lettre de 100 à 250 mots maximum à l'adresse suivante: **opinions@quebecormedia.com**

—